

Burkina Faso/Affaire Zongo

François Compaoré arrêté à son arrivée en France

AFP  
Paris/France

Le frère du président déchu était sous le coup d'un mandat d'arrêt international.

**FRANÇOIS** Compaoré, frère du président déchu burkinabè Blaise Compaoré, a été arrêté hier à l'aéroport Roissy Charles de Gaulle en vertu du mandat d'arrêt international délivré par le Burkina Faso dans l'enquête sur l'assassinat en 1998 d'un journaliste critique du pouvoir.

Ce frère cadet de l'ex-président, un des personnages les plus impopulaires des 27 ans du régime Compaoré, est réclamé par la justice burkinabè depuis mai 2017 dans le cadre d'une enquête sur l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo et de ses trois compagnons de voyage.

François Compaoré, 63 ans, est poursuivi pour "incitation à assassinats", selon un avocat de la famille Zongo.

Résidant désormais en Côte d'Ivoire, il est arrivé à Paris hier matin depuis Abidjan et s'est vu notifier ce mandat d'arrêt à sa descente du vol à l'aéroport Roissy Charles de Gaulle, près de Paris,

selon une source aéroportuaire et son avocat, confirmant une information de Jeune Afrique.

Il était retenu hier dans les locaux de la police aux frontières (PAF) et devait être présenté au parquet général de Paris "sous 48 heures", a déclaré Me Pierre-Olivier Sur. François Compaoré "a été entendu trois fois par la commission d'enquête internationale et trois autres fois par une juridiction d'instruction au Burkina Faso, or chacune de ces deux procédures l'a disculpé" dans ce dossier, fait valoir son avocat en France.

"Le pouvoir en place, qui ne parvient pas à retenir de charges contre Blaise Compaoré change aujourd'hui son fusil d'épaule et accuse son frère", estime Me Sur. « Comme dit la fable : "si ce n'est toi, c'est donc ton frère" ».

L'avocat de la famille de Norbert Zongo s'est dit "heureux" et "soulagé" de cette arrestation.

"Je suis très fier de ce combat pour la justice qui a été mené par tout le peuple burkinabè, et aussi par vous les journalistes", a déclaré Me Bénéwendé Sankara à l'AFP, joint par téléphone depuis Abidjan. L'affaire Zongo, "c'est une quête de vérité et de justice des Burkinabè, qui



Photo : AFP

Interpellé hier à son arrivée à Paris en vertu d'un mandat d'arrêt international, François Compaoré doit être présenté au parquet général "sous 48 heures".

sont extrêmement attachés à ce dossier", a estimé l'avocat.

**"LE PETIT PRÉSIDENT"** • Directeur de publication de l'hebdomadaire L'Indépendant, Norbert Zongo et trois autres personnes avaient été retrouvés morts carbonisés dans leur véhicule le 13 décembre 1998 dans le sud du Burkina.

Auteur de plusieurs enquêtes retentissantes dénonçant la mauvaise gouvernance sous le régime Compaoré, M. Zongo travaillait, au moment de son assassinat, sur la mort du chauffeur de François Compaoré, conseiller économique du

président Compaoré et surnommé le "petit président".

L'assassinat du journaliste, célèbre pour ses positions critiques vis-à-vis du pouvoir, avait ouvert une crise politique et sociale dans le pays et provoqué de vives protestations internationales.

En 2000, l'association Reporters sans frontières (RSF) avait tenté de se porter partie civile en France contre Blaise Compaoré dans l'enquête sur cet assassinat, alors que l'ex-chef de l'Etat burkinabè se trouvait en visite officielle à Paris. La plainte avait été classée sans suite.

Six "suspects sérieux" avaient ensuite été identifiés par une commission d'enquête internationale mise en place par les autorités burkinabè et à laquelle participait RSF. Mais seul un ancien chef de la garde rapprochée du président Compaoré avait été inculpé pour "assassinat", avant de bénéficier d'un non-lieu en juillet 2006.

Dans l'enquête sur la mort de son chauffeur, François Compaoré a un temps été inculpé de "meurtre et recel de cadavre", mais il n'avait jamais été inquiété dans le dossier Zongo avant l'émission de ce mandat d'arrêt. Il s'est enfui de son pays pendant l'insurrection populaire d'octobre 2014 et a depuis obtenu la nationalité ivoirienne en même temps que son frère.

Longtemps laissé dans les tiroirs, le dossier Norbert Zongo a été rouvert à la faveur de cette chute du régime.

En décembre 2015, trois anciens soldats du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) - l'ancienne garde prétoirienne du président Compaoré dissoute après sa tentative de coup d'Etat mi-septembre 2015 - ont été inculpés par la justice burkinabè dans cette affaire.

L'Afrique en bref

• Kenya/Présidentielle. La commission électorale sous pression

La pression s'accroît hier sur la Commission électorale du Kenya, qui a promis de dire si le vote de la présidentielle de jeudi pourrait être organisé dans l'ouest, fief de l'opposition qui a boycotté le scrutin où le président sortant Uhuru Kenyatta est largement donné vainqueur.

• Liberia/Présidentielle. Le parti au pouvoir conteste le résultat du premier tour



Photo : AFP / L'Union

Le parti au pouvoir au Liberia a contesté hier pour fraudes le résultat du premier tour de la présidentielle du 10 octobre, avant un second tour devant opposer le 7 novembre son candidat, le vice-président Joseph Boakai (photo), à l'ex-star du football George Weah.

• Niger/Manifestations. Heurts à Niamey

De violents heurts ont éclaté hier dans la capitale nigérienne Niamey entre la police et des manifestants qui protestaient contre la loi de Finances 2018 qu'ils jugent "anti-sociale", a constaté un journaliste de l'AFP.

A travers le monde

• Etats-Unis/Justice. Affaire russe : fébrilité avant la première inculpation

Adversaires et alliés du président américain Donald Trump attendaient hier avec fébrilité la confirmation officielle de la première inculpation dans l'affaire russe par le procureur spécial Robert Mueller, dont on ignore encore quelles sont les cibles.

• Irak/Conflit. Barzani contraint au départ

Le père de l'autonomie du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a annoncé hier quitter la présidence de cette région après son pari raté d'obtenir l'indépendance qui a conduit à la perte de presque tous les territoires que les Kurdes disputent à Bagdad.

• Islande/Législatives. Une coalition difficile à trouver

Affaibli par les affaires, le Premier ministre conservateur islandais Bjarni Benediktsson est arrivé en tête aux législatives anticipées de samedi mais la dispersion des voix va compliquer la recherche d'une coalition viable.

Somalie/Attentat

27 morts à Mogadiscio

AFP  
Mogadiscio/Somalie

Et conséquence immédiate de cette nouvelle attaque revendiquée par les islamistes shebab, le limogeage des chefs de la police et des renseignements.

LE bilan de l'attaque samedi à Mogadiscio, revendiquée par les islamistes somaliens shebab, s'élève désormais à 27 morts, un nouvel attentat qui a coûté leur poste aux chefs de la police et des renseignements.

"Le ministre de la Sécurité intérieure a donné des précisions sur l'incident à l'hôtel Nasa Hablod où, a-t-il dit, 27 personnes ont été tuées et d'autres secourues après l'intervention des forces de sécurité", a rapporté le ministre de l'Information Abdirahman Omar Osman, à l'issue d'un conseil des ministres hier.

Les membres du gouvernement présents, après en avoir délibéré, "ont finalement voté pour le ren-

voi des deux responsables, le chef de la police Abdihakim Dahir Said et le chef de l'agence nationale des renseignements Abdillahi Mohamed Sanbalooshe", a poursuivi le ministre.

Le ministre de la Sécurité intérieure Mohamed Abukar Islow "a suggéré que le chef de la police et le chef des renseignements soient renvoyés".

Cette décision intervient deux semaines après l'attentat au camion piégé du 14 octobre dans le centre de Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, qui avait fait au moins 358 morts et 228 blessés. Cet attentat n'avait pas été revendiqué. Mais les autorités n'ont aucun doute sur le fait que les shebab en étaient les auteurs.

Samedi, ces derniers ont rapidement revendiqué la responsabilité d'une nouvelle attaque coordonnée, suivant un mode opératoire désormais éprouvé par cette organisation affiliée à Al-Qaïda.

Ils ont fait détoner deux véhicules chargés d'explosifs à proximité d'un hôtel, le Nasa Hablod,



Photo : AFP

Mogadiscio de nouveau cible d'une attaque - deux véhicules chargés d'explosifs - revendiquée par les islamistes shebab.

puis un commando d'au moins cinq hommes a pénétré dans l'établissement habituellement fréquenté par de nombreux hauts responsables politiques.

**TROIS SHEBAB CAPTURES** • Le siège a finalement pris fin dans la nuit, après un assaut des forces de sécurité.

"Cinq hommes armés ont pénétré dans l'hôtel. Deux d'entre eux ont été tués et les trois autres capturés", a déclaré dans la matinée Abdiasiz Ali Ibrahim, porte-parole du ministère de la Sécurité.

Un précédent bilan donné de source sécuritaire faisait état samedi soir de 14 morts, "pour la plupart des civils".

Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit "Farmajo", a condamné cette attaque. "De telles atrocités ne nous dissuaderont jamais, ni ne nous décourageront de combattre les terroristes", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Mais la répétition des attentats de ces derniers mois, avec des charges explosives de plus en plus puissantes, a mis au jour

des dissensions importantes parmi les responsables sécuritaires du pays.

Outre le renvoi des chefs de la police et des renseignements hier, le ministre de la Défense et le chef d'état-major avaient démissionné quelques jours avant la tragédie du 14 octobre.

Le chef d'état-major a depuis été remplacé, par le général Abdi Jama Warsame, mais toujours pas le ministre de la Défense. Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale, et contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.